

Johnson, la livre et le dollar

Le début de l'année 1968 a été marqué par la série de mesures économiques prises par le président Johnson afin de défendre le rôle privilégié du dollar dans le système économique international et de redonner à l'économie américaine un peu du dynamisme et de la compétitivité sur les marchés internationaux qu'elle a perdus ces derniers temps : création de taxes à l'importation, de subventions aux exportateurs, suppression pour le dollar de la couverture or légale de 25 %, tels sont, entre autres, les quelques remèdes tirés d'un arsenal bien classique.

Plus intéressant est le contexte dans lequel ces mesures ont été prises. On assiste en effet, surtout depuis l'accroissement des dépenses de guerre au Vietnam, au développement de phénomènes inflationnistes au sein de l'économie américaine, et ce de façon de plus en plus prononcée. Il en résulte, conséquence immédiate, un affaiblissement très net du dollar.

Par ailleurs, et en liaison avec les tendances récessionnistes qui se manifestent actuellement en Europe, les échanges internationaux connaissent une stagnation prolongée, un ralentissement même dans certains cas. Ce sombre contexte a fait dire au « Times », généralement peu enclin au sensationnel, que « le jour où ces mesures furent prises sera peut-être aussi important que le jour où fut décidé le Plan Marshall... », mais à cette différence près « ... qu'au temps du Plan Marshall c'était d'expansion dont il s'agissait, alors qu'aujourd'hui c'est de restrictions. »

Ce genre de commentaires, quel que soit l'intérêt qui le motive, reste néanmoins très significatif du climat, de l'atmosphère inquiète et pessimiste, des sphères dirigeantes du capitalisme international. Car, il ya de grandes chances que toutes ces mesures dramatiques et spectaculaires ne servent pas à grand chose. Leur effet réel risque d'être contraire à l'effet escompté.



L'objectif immédiat de Johnson est de limiter l'hémorragie d'or que connaît la trésorerie américaine à la suite de la dévaluation de la livre sterling... Car loin de redonner confiance en la solidité de la monnaie américaine, la dévaluation britannique n'a fait que relancer les attaques auxquelles elle est soumise.

Au lieu de croire que la dévaluation reportait aux calendes grecques celle du dollar, beaucoup de détenteurs de capitaux en vinrent à la conclusion inverse : la dévaluation du dollar est à l'ordre du jour. Aussi changèrent-ils, et changent-ils toujours, une grande quantité des dollars qu'ils détiennent en or. (Durant le seul mois de décembre 1967, les réserves d'or américaines ont été ainsi amputées de 925 millions de dollars, sur un montant total de réserves se situant aujourd'hui à moins de 12 milliards.)

Au même moment et parallèlement, la situation du Commerce extérieur s'aggrave.

Les Etats-Unis ont été affectés très sérieusement par la stagnation du commerce mondial ; à cet égard les prévisions pour 1968 sont particulièrement pessimistes :

En incluant les ventes de matériel militaire, les exportations en 1966 étaient supérieures de 4,8 milliards de dollars (US) aux importations. En 1967, ce chiffre était ramené à 4,5 milliards de dollars (US) ; les prévisions pour 1968 se situent aux environs de 3,5 milliards de dollars (US).

Marge confortable à première vue... mais si l'on sait que c'est cette marge qui, pour l'essentiel, depuis deux décennies, finance les investissements à l'étranger ainsi que la majeure partie des frais militaires américains à travers le monde, on se rend compte de l'acuité du problème pour la classe dirigeante américaine...



De son côté, la stagnation du commerce mondial a très fortement accru la concurrence entre puissances capitalistes.

Chaque pays tente de développer ses exportations et de limiter ses importations. Des mesures fiscales et monétaires sont prises à cet effet.

Jusqu'alors la dévaluation de la livre, outre qu'elle se situe dans un contexte à la fois plus large et plus spécifique, est la mesure la plus spectaculaire et la plus importante prise en ce domaine depuis les années 30. En bref, elle revient à baisser les prix des exportations anglaises sur les marchés mondiaux, tandis qu'elle se traduit par une hausse des marchandises importées. Une telle opération, dans un contexte économique comme celui d'aujourd'hui, équivaut ni plus ni moins qu'à un transfert d'une partie des difficultés économiques de la Grande-Bretagne à d'autres pays capitalistes ; les mesures prises par Johnson reposent sur le même principe : il

s'agit de faire assumer, essentiellement par l'Europe, mais aussi par d'autres « bastions de la liberté », tels la Corée, Formose, Hong-Kong, la Malaisie, pour ne citer que ceux-là, les difficultés financières des Etats-Unis.

En limitant les mouvements de capitaux vers l'Europe, ainsi que le tourisme, Johnson espère bloquer la principale source de dollars des trésoreries européennes. La conséquence immédiate de l'opération sera de tarir une source d'investissements fondamentale pour les économies capitalistes de ces pays, ce qui, dans la conjoncture actuelle, contribuera grandement à intensifier les tendances récessionnistes généralisées...

Les mesures envisagées, relatives à une hausse des taxes sur les produits importés, illustrent tout aussi clairement la compétition de plus en plus acharnée qui se fait sur le plan du commerce mondial. Elles ne sont d'ailleurs pas uniques en ce domaine. Le même jour, ou presque, l'Allemagne de l'Ouest faisait de même : les prix des marchandises importées des Etats-Unis, seront augmentées d'une taxe de 4 à 5 %, tandis que les exportateurs allemands bénéficieront de substantiels abattements...

C'est clair : on voulait remédier à une situation critique ; le seul résultat obtenu n'est, ne peut être qu'une accentuation des causes de cette situation...

L'économie mondiale s'est engagée dans un mouvement de spirale, difficilement contrôlable et dont on ne connaît guère l'issue.



L'impérialisme américain commence à payer (au sens propre comme au sens figuré) l'inflation du dollar due à vingt années de dépenses militaires démesurées, et de colonisation économique et financière du monde capitaliste. La guerre du Vietnam étant l'une des causes les plus récentes, et non des moindres, d'une telle évolution.

Lorsque la bourgeoisie américaine, après la seconde guerre mondiale tenta d'imposer au monde, par les moyens que l'on sait, une « pax americana », l'un de ses objectifs fondamentaux fut d'instaurer sa suprématie monétaire.

L'élévation du dollar au rang de monnaie « spéciale », « universelle », contribua grandement au développement des investissements américains de par le monde et à la politique impérialiste d'exploitation et de domination.

Mais c'est, précisément, cette politique de domination, avec tout ce qu'elle implique sur le plan des dépenses

militaires (troupes d'occupation ; bases ; armadas ; maintien d'armées fantoches) qui à la longue en est venue à affaiblir et à miner ce qu'en dernière analyse elle était chargée de défendre.

Les puissances capitalistes européennes, qui, entre-temps, ont reconstruit et modernisé leurs économies, et se sont déchargées d'une bonne part de leurs tâches de gendarmes coloniaux, en ont tiré parti...

Renverser la vapeur, reprendre l'offensive, c'est-à-dire redonner au capitalisme américain toutes ses capacités concurrentielles, tel est le sens exact des mesures de Johnson. Mais là encore, les contradictions inhérentes à une économie capitaliste lui rendent la tâche difficile, sinon impossible...

Pour redonner toute sa vigueur à l'économie américaine, sans doute eût-il fallu en bonne logique s'attaquer aux racines de la crise qui se développe aujourd'hui, c'est-à-dire limiter les dépenses militaires, aussi bien pour la guerre du Vietnam, que pour les différentes forces d'occupation réparties sous toutes les latitudes.

Etant donné le rapport des forces dans le monde, l'effacement de plus en plus marqué sur le plan militaire des autres pays occidentaux (retrait des troupes britanniques à l'est de Suez par exemple) et le caractère fondamentalement impérialiste de l'économie américaine, c'eût été aller au suicide... La seule solution offerte à Johnson était donc de « faire cracher l'Europe » selon une expression employée par le très officiel « Business Week » de New York...

Mais l'exacerbation des rivalités économiques inter-impérialistes s'est immédiatement accompagnée, et c'était inévitable, d'une pression croissante sur le système monétaire international, ses fondements, c'est-à-dire le Gold exchange standard, ce qui ne fait qu'affaiblir encore plus le dollars.

Aucune puissance capitaliste ne peut avoir confiance indéfiniment dans la valeur-papier de son concurrent le plus dangereux, notamment lorsque le résultat de cette confiance ne peut mener à long terme qu'à une subordination vis-à-vis de celui-ci!!!

Une telle tendance visant à une mise en question du rôle du dollar, peut avoir des conséquences, à terme, considérables.

Elle pourrait bien annoncer la fin du statut international du dollar, instrument fondamental de la domination économique de l'impérialisme américain...

Que ce soit à Khe Sahn ou à Wall Street, Johnson n'est pas au bout de ses peines...

J.-P. RIEL.

